

a donné la victoire au gouvernement unioniste aux dernières élections?

Parlant à Milton le 29 novembre 1917, ainsi qu'on peut voir par le *Toronto Star* du 30 novembre, mon très honorable ami le représentant de Kings, alors premier ministre, a fait une déclaration qu'on pourra lire dans deux journaux. Je vais citer des extraits de ces deux déclarations, parce qu'ils sont significatifs:

Somme toute, il n'y a qu'une question à débattre dans cette campagne électorale, disait sir Robert, "tiendrons-nous notre promesse à ceux qui sont à la ligne de feu, ou abandonnerons-nous ceux-ci lorsqu'ils ont le plus besoin de notre aide?"

J'invite mon très honorable ami à prêter particulièrement attention aux paroles suivantes que j'extrais du *Toronto Star*.

Il n'y a qu'une question à débattre dans cette campagne électorale—une seule que je puisse découvrir aujourd'hui...

Veillez remarquer, monsieur l'Orateur, la déclaration réitérée de mon très honorable ami:

...Le Canada maintiendra-t-il son effort militaire et secourra-t-il ceux qui sont partis en se fiant à sa parole d'honneur, ou bien cessera-t-il son effort, se retirera-t-il de la guerre et permettra-t-il à ces gens-là de se croire délaissés et trahis.

J'affirme que, la population canadienne ayant entendu l'ex-premier ministre poser la question, la seule question que le Gouvernement soumettait au pays, en termes si explicites que tous, du premier au dernier, ont compris le sens et la portée de ses paroles, les fonctions du Gouvernement élu grâce à cet appel devaient cesser dès que la question a été résolue. Deux ans après la fin des hostilités, lorsqu'un ministère, sans demander au corps électoral d'approuver sa conduite, tente de rester au timon des affaires publiques, il empiète sur les prérogatives populaires. Que devient, je le demande au premier ministre, la doctrine qui veut que le pays soit régi du consentement des administrés? Ceux-ci ont approuvé un programme qui n'existe plus depuis longtemps. Cependant, mon très honorable ami s'arroge le droit de tenir bon, sans même prendre l'avis des électeurs. Il dédaigne ceux-ci d'une façon flagrante.

D'ailleurs, le premier ministre de ce temps-là n'a pas été le seul à expliquer à la population canadienne de quoi il s'agissait. Lui-même a débité de nombreuses harangues au cours de cette lutte électorale. Deux de ses collègues d'alors et lui ont été les premiers à adresser la parole à une nombreuse réunion publique au Ca-

[L'hon. Mackenzie King.]

nada, réunion qui était censée, pour emprunter son langage, "répercuter le cri d'appel du nouveau gouvernement". Cette réunion, il ne l'a pas oublié, a eu lieu dans la ville de Winnipeg. L'assistance était nombreuse, et le *Manitoba Free Press* a publié le compte rendu de cette réunion dans son édition du 23 d'octobre 1917. Ce compte rendu couvrirait trois pages du journal, et il a été cité par tout le pays. Le représentant de Marquette (l'honorable M. Crear) est l'un de ceux qui ont pris la parole, ainsi que mon très honorable ami et le ministre de l'Immigration et de la Colonisation qui, maintenant, est aussi président du Conseil privé (l'honorable M. Calder). Tous trois se trouvaient là, et voici les paroles du premier ministre. Son but, a-t-il dit, et celui de ses collègues qui l'accompagnaient à la tribune populaire, étaient d'exposer le principe et l'intention qui les avaient unis pour "lancer l'appel du nouveau gouvernement". Il parlait et du principe et de l'intention. Lorsqu'il entendra répéter ses propres paroles, je lui demanderai si ce principe et cette intention sont ceux de son ministère à l'heure qu'il est. Je ne rapporterai pas tout son discours, me bornant à en citer des passages:

Notre Gouvernement, que nous défendons ce soir, repose sur le rocher du service obligatoire, et sur ce rocher, nous continuerons à l'édifier.

Elèvera-t-il la voix dans cette enceinte pour dire que, à l'heure actuelle, son ministère repose sur le rocher du service obligatoire et qu'il construit encore sur ce rocher?

M. BUREAU: Ce n'est qu'un assemblage.

L'hon. MACKENZIE KING: Je poursuis:

Je tiens à dire aussi clairement que cela m'est possible, que la seule manière dont le Canada puisse se déclarer d'avis de "tenir bon", c'est d'appuyer le gouvernement unioniste. Nous n'avons pas d'autre alternative que de voter pour ou contre le gouvernement.

Autrement dit, il déclare que la question est de savoir s'il faut "tenir bon". J'avoue que "tenir bon" peut être la devise du ministère actuel; pourtant, il me semble qu'il avait alors un autre objet. Je ne puis croire que mon très honorable ami pensait à faire servir cette devise à une double fin. Il ajoutait encore:

Nous n'avons pas d'autre alternative que de voter pour M. Borden et le gouvernement unioniste, ou de voter pour un homme qui, quel que soit son drapeau, sera partisan d'un gouvernement dirigé par sir Wilfrid Laurier. Le